CONSEIL DES COMMISSAIRES

Séance ordinaire du conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles, tenue le mardi 22 juin 2004 à 19 h 30, à la salle Jacques-St-André du Centre multiservice de Sainte-Thérèse, 125, rue Beauchamp, Sainte-Thérèse.

PRÉSENCES

Étaient présents : Mmes Josée Bastien, Ginette Cyr, Paola De Monte, Lyne Deschamps, Sandra East, Paule Fortier, Lise Landry, Thérèse Lessard, Maureen Pagé, Rita-Thérèse Poisson et Johanne Roy, MM. Daniel B. Bisson, Normand Chalifoux, André Contant, Benoît Gagnon, Jocelyn Gardner, Claude Girard, Normand Lemay et Alain St-Jean, tous commissaires, ainsi que MM. Denis Claude Blais et Claude D'Amour, commissaires-parents.

Aussi présents : MM. Jean-François Lachance, dir. gén. int., Michel Gratton, dir. aff. corp. et comm., Richard Chaurest, dir. gén. adj., Yvon Truchon, dir. gén. adj., Yves Mallette, dir. org. scol., Michel Corbeil, dir. inf. et techn., Daniel Trempe, dir. ress. fin., Michel Laliberté, dir. adj. aff. corp. et comm. et Dominique Robert, dir. adj. ress. fin.

Mmes Johanne Beaulieu, Marinella De Oliveira, Jeanne d'Arc Duval Paquette et Thérèse Lessard ont prévenu de leur absence.

OUVERTURE

Les commissaires présents forment quorum sous la présidence de Mme Paule Fortier, présidente.

PROCÈS-VERBAL

Résolution no. CC-040622-1939

Il est proposé par M. Normand Lemay

D'ADOPTER tel quel le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 juin 2004.

Adopté

QUESTIONS DU PUBLIC

M. Jean-Pierre Blondin, président du conseil d'établissement de la Polyvalente Sainte-Thérèse, dépose et fait lecture d'une lettre sur les ressources financières allouées à la Polyvalente Sainte-Thérèse.

M. Normand Chalifoux occupe son siège à 19 h 55.

Par la suite, M. Blondin fait lecture d'un message de Mme Danièle Laramée, parent membre du conseil d'établissement, qui demande des précisions sur le même sujet.

La présidente invite la direction générale adjointe responsable, M. Yvon Truchon, à apporter des précisions. M. Truchon indique notamment que des

représentants de la direction des ressources financières rencontreront le conseil d'établissement de la Polyvalente Sainte-Thérèse à la rentrée, pour apporter des réponses.

La présidente ajoute que l'approche budgétaire de la Commission scolaire est décentralisée et qu'il appartient à chaque établissement d'adopter son budget.

Mme Catherine Dumoulin, présidente de l'organisme de participation des parents (OPP) de l'école de l'Harmonie-Jeunesse, exprime son désaccord face aux aménagements extérieurs prévus à l'école. Elle dépose une pétition.

La présidente indique que la direction générale a pris note des observations et qu'un suivi sera assuré.

M. Patrick Boisvert, président du conseil d'établissement de l'école secondaire du Harfang, réitère ses questions soumises au conseil des commissaires du 27 avril 2004.

La présidente indique que la direction générale assurera le suivi.

M. François Paquet, président du conseil d'établissement de l'école Clair-Matin, président du comité de parents et président de la section Laval-Laurentides-Lanaudière de la Fédération des comités de parents, soumet plusieurs questions au conseil des commissaires, sur :

- le processus budgétaire;
- l'utilisation des fonds à destination spéciale dans les écoles;
- la consultation sur le nouveau régime pédagogique;

De plus, il remercie les intervenants de la Commission scolaire, particulièrement la direction générale et la direction des ressources financières, pour leur belle collaboration avec le comité de parents tout au long de l'année.

La présidente prend note que la direction générale a déjà répondu à plusieurs questions soumises et indique que des réponses seront transmises aux autres questions.

M. Benoît Gagnon occupe son siège à 20 h 40.

ORDRE DU JOUR

Résolution no. CC-040622-1940

Il est proposé par M. Claude Girard

D'ADOPTER le projet d'ordre du jour, lequel comprend les sujets suivants en plus des points statutaires :

- 5.1 Budget initial 2004-2005;
- 5.2 Nouvelles mesures budgétaires annoncées par le MEQ;
- 5.3 Politique relative à l'utilisation des ressources informatiques
– adoption suite à la consultation;
- 5.4 Proposition sur la taxe scolaire;
- 6.1 Cadre d'organisation scolaire 2005-2006 :
– adoption pour consultation;
7. Session de travail sur l'évaluation du fonctionnement du conseil des commissaires;
8. Modifications à la composition des conseils d'établissement des écoles et des centres pour 2004-2005;
9. Adjudication de contrats durant la période estivale;
- 9.1 Réseau de fibre optique;
10. Recommandations du comité d'étude des demandes de révision (huis clos);

- 11.1 Compte rendu de la commission d'étude administrative du 18 mai 2004;
- 11.2 Procès-verbal du comité ÉHDAA du 19 avril 2004;
- 11.3 Discipline dans le transport;
- 11.4 Mandat à la commission d'étude éducative;
- 12.1 Jeux du Québec;
- 13.1 Procès-verbaux du comité de parents des 1^{er} avril, 6 mai et 3 juin 2004;
- 14.1 Rappel – Congrès ACELF;
- 14.2 Félicitations au comité organisateur de la soirée des commissaires sortants;
- 14.3 Remerciements;
- 15.1 Construction d'écoles;
- 17.1 Article sur l'école Saint-Gabriel;
- 17.2 Double horaire à l'école secondaire Lucille-Teasdale;
- 19. Rapport du comité de sélection pour l'embauche des hors cadres et l'évaluation du rendement du directeur général (huis clos);
- 20.1 Période de questions du public.

Adopté

BUDGET INITIAL 2004-2005

Résolution no. CC-040622-1941

ATTENDU que conformément à la Loi sur l'instruction publique, la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles doit adopter et transmettre au ministre son budget de fonctionnement, d'investissements et de service de la dette pour l'année scolaire 2004-2005;

ATTENDU que ce budget est équilibré;

ATTENDU que l'évaluation uniformisée, qui a été utilisée pour l'établissement de la subvention de péréquation, est établie au montant de 10 726 497 337 \$, en conformité avec la loi et les règles budgétaires 2004-2005;

ATTENDU que le budget prévoit que le taux de la taxe scolaire est fixé à 0,35 \$ du 100 \$ d'évaluation uniformisée;

ATTENDU que ce taux respecte les limites prévues par la loi;

Il est proposé par Mme Rita-Thérèse Poisson

D'ADOPTER et transmettre au ministre de l'Éducation le budget de fonctionnement, d'investissements et de service de la dette 2004-2005, lequel comprend des dépenses de 274 878 729 \$;

DE VERSER ce document au répertoire des présentes sous la cote 332;

DE FIXER à 0,35 \$ du 100 \$ d'évaluation uniformisée le taux de la taxe scolaire.

Adopté

NOUVELLES MESURES BUDGÉTAIRES ANNONCÉES PAR LE MEQ

Résolution no. CC-040622-1942

ATTENDU les nouvelles allocations supplémentaires « Aide aux devoirs » et « Écoles en forme et en santé » annoncées par le MEQ pour l'année scolaire 2004-2005;

ATTENDU que le MEQ admet que les commissions scolaires déploient déjà

beaucoup d'effort pour assurer ces services;

ATTENDU la volonté du MEQ de soutenir davantage les commissions scolaires pour assurer ces services;

ATTENDU l'ampleur des critères d'admissibilité à ces programmes et le fardeau qu'ils génèrent pour nos établissements :

- élaboration de projets;
- implication des conseils d'établissement;
- mise en place de comités de sélection composés majoritairement de personnes de l'extérieur;
- transmission de formulaires de la commission scolaire au MEQ;
- reddition de compte;
- etc.

ATTENDU que ces critères engendrent des tracasseries administratives totalement démesurées, eu égard aux quelques milliers de dollars que ces nouvelles mesures représentent pour les établissements concernés;

Il est proposé par Mme Sandra East

DE FAIRE part au ministre de l'Éducation du vif mécontentement de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles face à l'ampleur des tracasseries administratives entourant les nouvelles mesures budgétaires « Aide aux devoirs » et « Écoles en forme et en santé »;

D'INFORMER le ministre de l'Éducation que les établissements devront investir de l'énergie et des ressources qui vont bien au-delà des faibles montants alloués par le MEQ pour ces mesures, ce qui va directement à l'encontre de la volonté du ministère de soutenir davantage les commissions scolaires pour assurer ces services;

DE TRANSMETTRE copie de la présente résolution à toutes les commissions scolaires du Québec, à la Fédération des commissions scolaires du Québec, aux députés du territoire, au comité de parents et à la Fédération du comité de parents de la province de Québec.

Adopté

DEMANDE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – RÔLE D'ÉVALUATION

Résolution no. CC-040622-1943

ATTENDU que la valeur foncière des immeubles est entrée dans une période de forte inflation;

ATTENDU que cette période s'étendra sur plusieurs années;

ATTENDU que les contribuables de certaines villes du territoire de la CSSMI auront à subir en 2004 une augmentation d'évaluation foncière de l'ordre de 16 % en moyenne;

ATTENDU que l'augmentation possible pour l'année 2005 pourrait être de l'ordre de 25 à 30 %;

ATTENDU que ces augmentations sont bien au-delà du taux actuel d'inflation;

ATTENDU que la commission scolaire ne peut diminuer le taux de taxation en dessous de 0,35 \$ du 100 \$ d'évaluation uniformisée sans subir une perte financière, puisque la subvention de péréquation ne s'applique qu'à compter du taux de 0,35 \$ du 100 \$ d'évaluation uniformisée;

Il est proposé par Mme Johanne Roy

DE DEMANDER au gouvernement du Québec de donner aux commissions scolaires la possibilité d'appliquer un étalement de l'accroissement de l'évaluation foncière, de sorte que les contribuables ne subissent pas de hausse démesurée et ce, sans pénaliser les ressources disponibles aux commissions scolaires.

Adopté

POLITIQUE RELATIVE À L'UTILISATION DES RESSOURCES INFORMATIQUES

Résolution no. CC-040622-1944

ATTENDU que la Commission scolaire privilégie l'utilisation des technologies de l'information à des fins pédagogiques et administratives, lesquelles s'inscrivent pleinement dans les valeurs véhiculées dans le cadre du plan stratégique, particulièrement l'engagement dans le changement;

ATTENDU qu'il y a lieu d'encadrer l'utilisation des technologies de l'information, de façon à privilégier le professionnalisme et le respect;

ATTENDU la démarche d'élaboration du projet de politique, laquelle a permis la participation des différentes instances concernées;

ATTENDU que les documents concernés ont été soumis au processus de consultation prévu par la Commission scolaire;

ATTENDU la recommandation de la direction générale et de la direction du service des technologies de l'information;

ATTENDU la recommandation du comité consultatif de gestion;

ATTENDU la recommandation de la commission d'étude administrative;

Il est proposé par M. Claude Girard

D'ADOPTER le document « Politique relative à l'utilisation des ressources informatiques de la Commission scolaire (TI-06) » avec les modifications suivantes :

- aux articles 5.6 et 5.7, préciser qui sont les personnes autorisées à agir au nom de la Commission scolaire pour la surveillance des contenus numériques et la révocation de l'accès au réseau informatique;
- ajouter un paragraphe précisant que la politique sera révisée au terme de l'année 2006-2007.

DE VERSER ladite politique, telle que présentée, au répertoire des présentes sous la cote 333, étant entendu que les documents d'application TI-07 et TI-08 sont soumis à titre indicatif et relèvent de la gestion courante de la direction générale.

Adopté

RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE

Résolution no. CC-040622-1945

ATTENDU la fin de construction du réseau de fibre optique de la Commission scolaire en février 2003;

ATTENDU que la Commission scolaire a déployé son réseau de fibre optique avant la naissance du programme « Villages branchés du Québec »;

ATTENDU le besoin de brancher au réseau de fibre optique les deux nouvelles écoles construites en 2003-2004 et les deux nouvelles écoles qui ouvriront en 2004-2005;

ATTENDU le besoin de sécuriser le lien Internet, dont le point de service est situé à Laval;

ATTENDU que le ministère de l'Éducation, le ministère de la Culture et des Communications et le ministère des Affaires municipales et de la Métropole ont élaboré conjointement un programme intitulé « Villages branchés du Québec », en vue de promouvoir la construction de réseaux de télécommunication à large bande passante;

ATTENDU que la Commission scolaire peut bénéficier d'une aide financière couvrant 66 2/3% des dépenses admissibles reliées à la construction de tronçons de fibres optiques et aux équipements de réseautage;

ATTENDU que le montant total des dépenses admissibles, excluant les taxes, s'élève à 201 453 \$ et que le montant de l'allocation sera de 134 302 \$, la Commission scolaire assumant la somme de 67 151 \$;

Il est proposé par M. Alain St-Jean

D'AUTORISER le dépôt des demandes financières au programme « Village branchés du Québec », pour un montant total de 201 453 \$ excluant les taxes, afin de compléter la construction du réseau de fibre optique;

D'ACCEPTER que la Commission scolaire s'engage à assumer sa quote-part, au montant de 67 151 \$ excluant les taxes.

Adopté

MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DES CONSEILS D'ÉTABLISSEMENT DES ÉCOLES ET DES CENTRES POUR 2004-2005

Résolution no. CC-040622-1946

ATTENDU qu'en vertu de l'article 43 de la Loi sur l'instruction publique, la Commission scolaire détermine, après consultation de chaque groupe, le nombre de représentants au conseil d'établissement;

ATTENDU la composition actuelle des conseils d'établissement des écoles Le Rucher et Le Tandem, telle qu'établie par le conseil des commissaires (SIP-13);

ATTENDU les consultations auprès des parents;

ATTENDU les consultations auprès des différents personnels;

ATTENDU les recommandations des directions d'école;

Il est proposé par Mme Ginette Cyr

D'ÉTABLIR comme suit la composition du conseil d'établissement des écoles ci-dessous, à compter du 1^{er} juillet 2004 :

- école Le Rucher à dix représentants, dont cinq parents, deux enseignants, un membre du personnel professionnel, un membre du personnel de soutien et un représentant du service de garde;

- école Le Tandem à dix représentants, dont cinq parents, deux enseignants, un membre du personnel professionnel, un membre du personnel de soutien et un représentant du service de garde.

Adopté

SUSPENDRE LA SÉANCE

Résolution no. CC-040622-1947

Il est proposé par Mme Rita-Thérèse Poisson

DE SUSPENDRE la séance pour quelques minutes.

Adopté

Il est 22 h 20.

REPRENDRE LA SÉANCE

Résolution no. CC-040622-1948

Il est proposé par Mme Lise Landry

DE REPRENDRE les délibérations.

Adopté

Il est 22 h 50.

ADJUDICATION DURANT LA PÉRIODE ESTIVALE

Résolution no. CC-040622-1949

ATTENDU la période estivale;

ATTENDU la nécessité d'adjuger des contrats et commandes durant cette période;

Il est proposé par Mme Josée Bastien

D'AUTORISER la direction générale à émettre les commandes et contrats nécessaires, conformément aux dispositions des politiques en vigueur, suivant les disponibilités budgétaires, et de faire rapport de ces adjudications au conseil des commissaires lors des séances d'août et de septembre 2004.

Adopté

HUIS CLOS

Résolution no. CC-040622-1950

Il est proposé par M. Daniel B. Bisson

DE SIÉGER temporairement à huis clos.

Adopté

Il est 23 h.

REPRISE DE LA SÉANCE

Résolution no. CC-040622-1951

Il est proposé par M. Claude Girard

DE REPRENDRE les délibérations en séance publique.

Adopté

Il est 23 h 20.

DEMANDE DE RÉVISION

Résolution no. CC-040622-1952

ATTENDU la demande de révision présentée par les parents de (nom de l'élève), suite à la décision de la direction de l'école secondaire Rive-Nord d'inscrire l'élève à l'école des Érables pour l'année scolaire 2004-2005;

ATTENDU que les parents désirent que leur fille demeure plutôt à l'école secondaire Rive-nord pour l'année scolaire 2004-2005;

ATTENDU que les intéressés ont été invités à présenter leurs observations, plus spécifiquement les parents de l'élève, la direction de l'école, les services d'adaptation scolaire et le directeur général adjoint concerné;

ATTENDU que l'école secondaire Rive-Nord a déployé tous les efforts nécessaires pour tenter d'intégrer l'élève de la façon la plus adéquate possible;

ATTENDU que les témoignages et les documents présentés au comité révèlent que, malgré tous ces efforts, les services offerts à l'école secondaire Rive-Nord ne correspondent pas aux besoins de l'élève;

ATTENDU que la décision de l'école secondaire Rive-Nord repose sur une évaluation des besoins de l'élève et sur une analyse approfondie du contexte d'évolution de l'élève à l'école secondaire Rive-Nord au cours de la dernière année scolaire;

ATTENDU que la décision prise par l'école vise à offrir à l'élève des services adaptés à ses besoins, dans le respect des besoins des autres élèves;

ATTENDU que les services offerts à l'école des Érables correspondent le mieux aux besoins de l'élève, plus spécifiquement en matière de socialisation et d'instruction;

ATTENDU que la décision de la direction de l'école a été prise en conformité avec les encadrements prévus, à savoir la Loi sur l'instruction publique et la politique sur l'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (FGJ-03);

Il est proposé par M. Normand Lemay

DE MAINTENIR la décision de la direction de l'école secondaire Rive-Nord d'inscrire l'élève (nom) à l'école des Érables pour l'année scolaire 2004-2005, étant entendu qu'une entente extraterritoriale pourrait être conclue avec une autre commission scolaire, dans l'éventualité où les parents identifieraient une autre école susceptible d'offrir des services adéquats à (nom de l'élève);

D'AVISER en conséquence les requérants, la direction des écoles Rive-Nord et des Érables, la direction de la formation générale des jeunes et la direction générale adjointe concernée.

Adopté

DEMANDE DE RÉVISION

Résolution no. CC-040622-1953

ATTENDU la demande de révision présentée par les parents de (nom de l'élève), suite à la décision de la direction de l'école de l'Aquarelle de retourner l'élève à son école de quartier, soit l'école de l'Envolée, pour l'année scolaire 2004-2005;

ATTENDU que les intéressés ont été invités à présenter leurs observations, plus spécifiquement les parents de l'élève, la direction des écoles concernées et le directeur général adjoint;

ATTENDU que les parents de l'élève l'ont inscrite à l'école de l'Aquarelle pour l'année scolaire 2003-2004, bien que leur école de quartier soit l'école de l'Envolée;

ATTENDU que les parents ont alors été informés du fait qu'il s'agissait d'un choix d'école et que la place de leur enfant pour les prochaines années scolaires n'était pas assurée, le tout conformément à la Politique relative à l'admission, à l'inscription et à la répartition des élèves dans nos établissements en vigueur à la Commission scolaire;

ATTENDU que l'école de l'Aquarelle est en dépassement en cinquième année pour l'année scolaire 2004-2005 et que huit élèves de son aire de desserte ont dû être transférés vers d'autres écoles;

ATTENDU que des places sont disponibles dans d'autres écoles du secteur;

ATTENDU que les parents peuvent demander d'inscrire leur enfant dans une autre école de la Commission scolaire, conformément à l'article 4 de la Loi sur l'instruction publique et à l'article 9.1 de la Politique relative à l'admission, à l'inscription et à la répartition des élèves dans nos établissements;

Il est proposé par Mme Josée Bastien

DE MAINTENIR la décision de la direction de l'école de l'Aquarelle de retourner l'élève (nom) à l'école de l'Envolée, étant entendu que l'élève pourra être inscrite dans une autre école du secteur si les parents le désirent;

D'INVITER les parents à contacter la direction de l'école de l'Envolée pour toute information relative au choix d'école et aux places disponibles;

D'AVISER en conséquence les requérants, la direction des écoles de l'Aquarelle et de l'Envolée, la direction de l'organisation scolaire et du transport et la direction générale adjointe concernée.

Adopté

DEMANDE DE RÉVISION

Résolution no. CC-040622-1954

ATTENDU la demande de révision présentée par les parents de (nom de l'élève), suite à la décision de la direction de l'école Gaston-Pilon d'inscrire l'élève à l'école des Érables pour l'année scolaire 2004-2005;

ATTENDU que les parents désirent que leur fils demeure plutôt à l'école Gaston-Pilon temporairement, le temps d'adapter les services de la classe TEACCH à l'école secondaire Jean-Jacques-Rousseau pour répondre aux besoins de leur fils;

ATTENDU que les intéressés ont été invités à présenter leurs observations, plus spécifiquement les parents de l'élève, la direction de l'école, les services d'adaptation scolaire et le directeur général adjoint;

ATTENDU que les témoignages et les documents présentés au comité révèlent que les services offerts à l'école secondaire Jean-Jacques-Rousseau ne correspondent pas aux besoins de l'élève;

ATTENDU que la décision de l'école Gaston-Pilon repose sur une évaluation des besoins de l'élève et sur une analyse approfondie du contexte d'évolution de l'élève à l'école Gaston-Pilon;

ATTENDU que les services offerts à l'école des Érables correspondent le mieux aux besoins de l'élève;

ATTENDU que la décision prise par l'école vise à offrir à l'élève des services adaptés à ses besoins, dans le respect des besoins des autres élèves;

ATTENDU que la Commission scolaire est toujours ouverte à la possibilité de procéder à une entente extraterritoriale pour permettre à l'élève d'être scolarisé dans une autre commission scolaire, si tel est le choix des parents;

ATTENDU que la décision de la direction de l'école a été prise en conformité avec les encadrements prévus, à savoir la Loi sur l'instruction publique et la politique sur l'organisation des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (FGJ-03);

Il est proposé par M. Denis Claude Blais

DE MAINTENIR la décision de la direction de l'école Gaston-Pilon et d'inscrire l'élève (nom) à l'école des Érables pour l'année scolaire 2004-2005, étant entendu qu'une entente extraterritoriale pourrait être conclue avec une autre commission scolaire, dans l'éventualité où les parents identifieraient une autre école susceptible d'offrir des services adéquats à l'élève;

D'AVISER en conséquence les requérants, la direction des écoles Gaston-Pilon, Jean-Jacques-Rousseau et des Érables, la direction de la formation générale des jeunes et la direction générale adjointe concernée.

Adopté

SESSION DE TRAVAIL SUR L'ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES

Résolution no. CC-040622-1955

ATTENDU le mandat confié à la direction des affaires corporatives et des communications le 8 juin 2004;

ATTENDU le projet élaboré par la direction des affaires corporatives et des communications;

ATTENDU l'importance de la participation d'un nombre très majoritaire de commissaires à une session portant sur l'évaluation du fonctionnement des instances de décision et de consultation politiques;

Il est proposé par Mme Rita-Thérèse Poisson

DE CONSTITUER un comité aux fins de recommander au conseil des commissaires une session d'évaluation et de planification du conseil des commissaires;

DE DÉSIGNER Mmes Josée Bastien, Maureen Pagé et Rita-Thérèse Poisson, MM. André Contant, Claude D'Amour, Benoît Gagnon et Claude Girard à titre de membres du comité, avec la collaboration de la direction des affaires corporatives et des communications.

Adopté

DISCIPLINE DANS LE TRANSPORT

Résolution no. CC-040622-1956

Il est proposé par Mme Josée Bastien

DE MANDATER le comité consultatif du transport (CCT) pour réviser les encadrements actuels et recommander au conseil des commissaires, le cas échéant, des mesures permettant d'introduire les concepts d'intimidation et de harcèlement dans le cadre des mesures disciplinaires.

Adopté

POURSUIVRE LA SÉANCE

Résolution no. CC-040622-1957

Il est proposé par M. Claude Girard

DE POURSUIVRE la séance jusqu'à minuit et trente.

Adopté

Il est 0 h.

MANDAT DE LA COMMISSION D'ÉTUDE ÉDUCATIVE

Résolution no. CC-040622-1958

Il est proposé par Mme Maureen Pagé

DE MANDATER la commission d'étude éducative pour étudier la politique sur l'inscription des élèves dans les écoles, en regard des modalités applicables pour les transferts d'élèves lors d'un manque de places élèves, particulièrement pour les élèves qui résident à proximité de l'école.

Adopté

M. André Contant quitte son siège à 0 h 20.

HUIS CLOS

Résolution no. CC-040622-1959

Il est proposé par M. Normand Lemay

DE SIÉGER temporairement à huis clos.

Adopté

Il est 0 h 45.

Mme Lyne Deschamps quitte son siège à 0 h 55.

REPRENDRE LA SÉANCE

Résolution no. CC-040622-1960

Il est proposé par M. Benoît Gagnon

DE REPRENDRE les délibérations en séance publique.

Adopté

Il est 1 h 15.

RAPPORT DU COMITÉ DE SÉLECTION POUR L'EMBAUCHE DES HORS CADRES ET L'ÉVALUATION DU RENDEMENT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Résolution no. CC-040622-1961

ATTENDU la politique d'embauche des hors cadres (résolution no. CC-000830-788);

ATTENDU le comité de sélection des hors cadres constitué par le conseil des commissaires (résolution no. CC-031209-1720);

ATTENDU le processus de sélection présentement en cours pour combler le poste de directrice générale ou de directeur général;

Il est proposé par M. Benoît Gagnon

D'ADOPTER la recommandation du comité pour l'embauche des hors cadres, laquelle comprend le profil souhaité de la future directrice générale ou du futur directeur général de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles.

Adopté

LEVÉE DE LA SÉANCE

Résolution no. CC-040622-1962

Il est proposé par Johanne Roy

DE LEVER la séance.

Adopté

Il est 1 h 20.

Paule Fortier, présidente

Michel Gratton, secrétaire général